Jeunesse.

La Macronie bloque l’extension du RSA Humanité du vendredi 19 Février 2021 Naïm Sakhi

Les députés PS, soutenus par leurs homologues PCF et FI, ont proposé l’ouverture de ce droit aux moins de 25 ans, jeudi au Parlement. Mais le gouvernement refuse cette mesure plébiscitée par deux Français sur trois.

Le débat s’invite enfin à l’Assemblée. Jeudi, lors de leur niche parlementaire, les députés socialistes ont déposé une proposition de loi afin d’instaurer une « aide individuelle à l’émancipation solidaire ». Celle-ci vise à créer un revenu de base de 564 euros dès 18 ans, en fusionnant le RSA et la prime d’activité. La somme de 5 000 euros serait de plus versée à chaque jeune majeur sur son compte professionnel d’activité, dans le cadre d’une dotation universelle.

Cette dotation s’adresse à une jeunesse « plus touchée que toute autre génération par le chômage, par la grande pauvreté et par le mal-logement », particulièrement avec la crise, explique Boris Vallaud, député PS et rapporteur du texte. Mais au-delà de la situation actuelle, il s’agit aussi pour les socialistes de donner une majorité sociale dès 18 ans allant de pair avec la majorité pénale et civique. Le revenu de base serait versé de manière automatique, afin de lutter contre les non-recours, qui concernent déjà 35 % des personnes éligibles au RSA. « C’est le premier texte pour la jeunesse de ce quinquennat », se félicite Valérie Rabault, présidente du groupe PS, qui pointe une absence béante sur ce sujet dans le plan de relance du gouvernement. « Inventer des dispositifs pérennes de soutien à la jeunesse »

Guérir les maux dont sont victimes les jeunes est une volonté partagée, malgré des différences d’approche, par les communistes et les insoumis. « Le gouvernement n’a pas pris la mesure du choc économique et social subi par la jeunesse », affirme la députée PCF Elsa Faucillon, malgré le rapport alarmant remis par Marie-George Buffet en décembre 2020. Défendant la création d’un revenu étudiant, Elsa faucillon appelle à « inventer des dispositifs pérennes de soutien à la jeunesse pour assurer une continuité de leurs droits sociaux ». « Nous ne pouvons plus nous contenter de saupoudrage », martèle l’élue, qui s’inquiète de l’apparition d’une génération Covid sacrifiée.

« Dépêchez-vous d’ouvrir le RSA aux moins de 25 ans », abonde également le député FI Adrien Quatennens, qui fait part de sa « honte » au sujet des « files d’attente interminables des étudiants devant les banques alimentaires ». S’il fait part de « divergences sur les détails et les modalités », l’insoumis se félicite que les trois groupes de gauche de l’Assemblée (PS, GDR, FI) « adressent ensemble un énième message d’alerte au président de la République ».

Mais la Macronie campe sur ses positions. Elle a repoussé un projet qu’elle juge « d’une philosophie diamétralement opposée » à la sienne, affirme Brigitte Klinkert, ministre déléguée à l’Insertion. Face au refus du gouvernement, les socialistes ont tenté le compromis en déposant un amendement de dernière minute pour ouvrir le RSA dès 18 ans le temps de la crise, mais rien n’y fait. « Se battre contre les inégalités ne peut se résumer à une aide pécuniaire. C’est la différence entre l’assistanat, la charité et la mise en œuvre d’une politique sociale », tance la députée LaREM Monique Iborra. Les jeunes qui ne peuvent subvenir à leurs besoins et font face à une précarité qui explose apprécieront.